



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 18/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ROCHETTE ETS**

15 route de Hourtin  
33121 Carcans Plage

Références : 2026-199  
Code AIOT : 0005200655

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement ROCHETTE ETS implanté 15 route de Hourtin 33121 Carcans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection fait partie du programme pluriannuel de contrôle des installations classées de la DREAL Nouvelle-Aquitaine. Elle s'inscrit en outre dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte en partie sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROCHETTE ETS

- 15 route de Hourtin 33121 Carcans
- Code AIOT : 0005200655
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Rochette exploite des installations de travail, de traitement et de stockage du bois (du pin maritime) dans son établissement de Carcans depuis 1956. Elle ne réalise que la première transformation du bois.

L'établissement, aujourd'hui classé sous le régime de l'enregistrement au titre de la réglementation des ICPE, était initialement autorisé à exploiter des installations de travail et de traitement du bois par l'arrêté préfectoral du 30 avril 2013, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mai 2016 (bassin de confinement, traitement du bois et tableau de classement), 16 janvier 2018 (pollution des sols) et 6 juillet 2018 (stockage de bois et tableau de classement).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Demande d'action corrective	2 mois
7	Effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 4.2.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 7.2.2.	Demande d'action corrective	6 mois
9	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 7.5.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Parc de stockage du bois	Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 8.2.	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9	Sans objet
3	Mesures de maîtrise des	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Risques		
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.9	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.9	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.3	Sans objet
10	Installations de traitement du bois	Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 8.1.2.	Sans objet
12	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 9.2.5.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitation de l'établissement respecte globalement ses prescriptions de fonctionnement, à l'exception des remarques formulées dans le présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature des ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Depuis la publication du décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 (JO du 16 octobre 2007) créant le livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, la nomenclature des installations classées est constituée par la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'établissement a fait l'objet de certaines modifications récentes, qui avaient été portées à la connaissance de l'administration le 30 janvier 2026. En particulier, la construction d'un nouveau séchoir, et l'implantation de cuves de propane destinées au fonctionnement de ce séchoir. Ces modifications, dûment portées à la connaissance de l'administration, feront l'objet d'une modification des prescriptions de fonctionnement dans le cadre d'une procédure distincte de la présente inspection.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Fiche de données de sécurité ( FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 31. Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation emploie essentiellement deux produits, qui sont utilisés pour le traitement du bois : le produit antibleu (dangereux pour l'environnement, corrosif) et le produit de traitement « classe 2 » (toxique, reprotoxique, dangereux pour l'environnement, corrosif). Les deux fiches de données de sécurité (FDS) étaient facilement disponibles le jour de l'inspection, respectivement dans leurs révisions n°10.1 (16 décembre 2023) et n°4 (8 décembre 2014).</p> <p>On note que des versions plus récentes de la seconde FDS sont aujourd'hui disponibles (décembre 2022).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit veiller à disposer des versions à jour des fiches de données de sécurité des produits qu'il emploie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<b>Constats :</b>

Les mesures de mise en œuvre des deux produits utilisés sur le site sont assez simples, et, outre les protections individuelles requises, portent sur le fait de stocker les produits sur rétention et dans un endroit convenablement ventilé.

L'inspection a permis de constater que ces prescriptions étaient respectées, les bacs de produit entamés étant stockés au dessus des rétentions des bacs de traitement, dans des bâtiments ouverts sur au moins une façade.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

« I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (bain ou solution de traitement, produits biocides et substances actives notamment) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. »

**Constats :**

Les rétentions utilisées pour stocker les cuves de produit pur en cours d'utilisation sont celles des bacs de traitement eux mêmes, qui ont été surdimensionnées à cet effet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

« IV. Les installations de traitement par trempage et autoclave disposent d'une capacité de rétention étanche, d'un volume au moins égal à la quantité de produit de traitement présent et résistante à l'action physique et chimique des fluides.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une

même rétention. »
<b>Constats :</b>  Les produits sont stockés au dessus d'une rétention qui n'est commune qu'avec le bac de traitement contenant le même produit dilué : aucune incompatibilité n'est possible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées et utilisées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. (...) »
<b>Constats :</b>  L'établissement ne contient qu'un récipient de 1 m <sup>3</sup> partiellement utilisé de chacun des deux produits de traitement à chaque instant : lorsqu'il est épuisé, l'ancien récipient est rincé et ses eaux de rinçage vidées dans le bac de traitement et un nouveau GRV est commandé et installé à sa place. Il n'a pas semblé pertinent de documenter davantage la quantité de chaque produit pur présent à chaque instant, puisque les GRV de 1 m <sup>3</sup> sont translucides et que leur niveau est facilement visible de l'extérieur. Les autres produits (huile de coupe, graisse etc.) sont présents en quantités non significatives.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 4.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des réseaux internes à l'établissement.
<b>Prescription contrôlée :</b>  « un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement et des réseaux d'eaux de ruissellement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenant en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. (...) »
<b>Constats :</b>  L'inspection a permis de constater la présence et le bon fonctionnement des deux vannes guillotine qui permettent d'isoler le réseau pluvial de l'établissement du rejet dans le fossé voisin. Ces vannes sont actionnées localement. La tige de manœuvre d'une des deux vannes était rompue le jour de l'inspection, probablement à la suite de la fauche du fossé, mais la vanne pouvait encore être fermée facilement avec le pied : seule sa réouverture était gênée par l'avarie. L'exploitant indique procéder à la soudure nécessaire sous peu.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant remet en état la vanne endommagée et justifie de cette remise en état auprès de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 8 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 7.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>
« Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. »
<b>Constats :</b>
Le rapport de la vérification des installations électriques du 24 septembre 2025 a été inspecté. Il ne fait apparaître que neuf observations au total dont deux observations récurrentes : une ancienne portant sur l'absence d'un schéma de verrouillage entre cellules, et une sur l'absence d'un dispositif de coupure omnipolaire, dont l'exploitant indique qu'il dispose du matériel pour procéder à la réparation sous peu. Globalement, la situation des contrôles électriques est nettement plus satisfaisante que par le passé. A titre subsidiaire, on relève que le document Q19 mentionnait deux points d'échauffement, pour lesquels les réparations ont été effectuées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant remédie aux non-conformités relevées avant le prochain contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 9 : Lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 7.5.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b>
« L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger et comportant, au minimum, les matériels suivants : - 2 poteaux d'incendie pouvant débiter en simultané 120 m <sup>3</sup> d'eau par heure sous une pression de un bar (...), - des extincteurs adaptés au risque judicieusement répartis dans l'établissement (...) »

<b>Constats :</b>
<p>L'établissement est situé à proximité de cinq poteaux incendie, dont trois ont un débit de plus de 60 m<sup>3</sup> par heure sous une pression de un bar, et deux présentent un débit insuffisant, d'après le compte rendu des derniers essais pratiqués en 2019. La ressource en eau d'extinction est a priori satisfaisante, mais la vérification est ancienne.</p> <p>Par ailleurs, l'établissement est équipé d'extincteur dont la vérification est à jour.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>L'exploitant transmet, sous deux mois, un compte rendu de vérification récent des poteaux incendie municipaux sur lesquels repose sa défense incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 10 : Installations de traitement du bois**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 8.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« (...) La présence de produit dans les rétentions est facilement contrôlable.</p> <p>Afin de détecter rapidement une fuite ou un débordement du bac de trempage, un dispositif déclenchant une alarme sonore ou visuelle est mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur le bac de rétention du bac de traitement (point bas),</li> <li>- sur le bac de trempage (point haut).</li> </ul> <p>(...) »</p>
<b>Constats :</b>
<p>Les deux bacs de trempage ainsi que leurs rétentions ont été inspectés. Ils sont tous les deux pourvus d'alarme en point haut et en point bas ; les alarmes en point bas ont été testées. L'état de l'installation n'a pas amené de remarque particulière.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Parc de stockage du bois**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 8.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Parc de stockage du bois
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les îlots de stockage sont matérialisés au sol. Les emplacements de stockage correspondent à ceux définis en annexe au présent arrêté.(...) »</p>
<b>Constats :</b>

Lors de l'inspection, de petites mais nombreuses piles de bois étaient présentes dans l'établissement à des emplacements non prévus, qui étaient susceptibles de gêner la circulation des secours sur les allées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>L'exploitant s'assure, sous deux mois, de respecter les emplacements et la géométrie des stockages prévus dans son arrêté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 12 : Surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 9.2.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>« L'exploitant constitue, sur la base d'une étude hydrogéologique du site prenant en compte les risques de pollution des sols, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux puits de contrôle situés en aval de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe,</li> <li>- et un puits de contrôle en amont. (...)</li> </ul> <p>Deux fois par an (en période de basses eaux et de hautes eaux) et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable (...) des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau sont réalisés dans ces puits. »</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant s'acquitte de ses obligations de suivi de la qualité des eaux souterraines. L'inspection a permis d'échanger sur la pollution historique de l'établissement, et les résultats obtenus par l'autosurveillance : un aménagement des prescriptions sera proposé dans le cadre d'une procédure distincte de la présente inspection.</p> <p>Par ailleurs, l'état des piézomètres a été inspecté sans remarque particulière.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite